

Document trimestriel

# La conjoncture économique Pays de la Loire

Situation au 30/06/2013



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

### LA CONJONCTURE NATIONALE

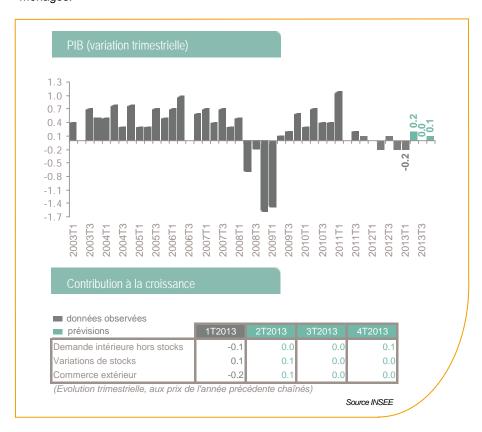
En mars dernier, les prévisionnistes de l'Insee anticipaient une stagnation du PIB au 1er trimestre 2013. La réalité s'est montrée moins clémente, puisque le PIB a reculé de 0,2% au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Plusieurs facteurs expliquent ce repli : la baisse des exportations, due à une faible demande de la zone euro, la diminution des investissements des entreprises et la stagnation de la consommation des ménages.

Si l'activité des pays émergents s'est repliée au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, celle des économies avancées a rebondi, les Etats-Unis et le Japon jouant le rôle de locomotive.

La zone euro, quant à elle, poursuit sa régression, pour le trimestre consécutif. L'Italie et l'Espagne enregistrent un nouveau repli de leur activité. L'Allemagne affiche une faible progression son PIB. Mais importations ont fortement baissé provoquant de facto un impact négatif sur exportations de ses voisins européens, dont la France.

La zone euro enregistre ainsi un recul de 0,2% au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et la France affiche le même résultat.

D'ici la fin de l'année, les USA et le Japon poursuivraient leur progression. La situation de la zone euro resterait fragile, entrainant l'activité française dans son sillage.



#### L'investissement des entreprises

Pour le 5<sup>ème</sup> trimestre consécutif, l'investissement des entreprises s'est replié : il diminue de -0,8% au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Cette baisse devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année car le contexte resterait peu porteur : le taux d'utilisation des capacités de production demeure faible, les perspectives de demande sont limitées et le taux de marge des entreprises a fortement baissé ces dernières années.

Source INSEE

### Les ménages

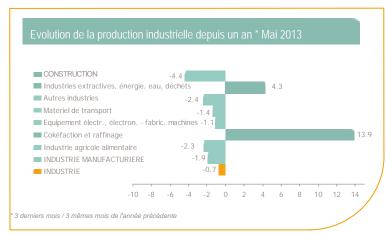
La consommation des ménages s'est stabilisée à un faible niveau au 1er 2013. trimestre Si les dépenses énergétiques ont fortement progressé du fait des conditions climatiques du début d'année, celles concernant les produits manufacturés ont reculé. Pour le reste de l'année, les dépenses de consommation ménages ne devraient progresser.

Car si leur taux d'épargne a reculé en 2012 afin de faire face à la baisse de leur pouvoir d'achat, les ménages ont pour habitude d'adapter, après coup, leurs dépenses au niveau de leur pouvoir d'achat et de regarnir leur épargne de précaution. De plus, cette hausse du taux d'épargne serait le reflet des inquiétudes des français face à la dégradation du marché du travail.

Données CJO-CVS en milliards d'euros, prix chaînés	mars-13			évolution sur 1 mois (%)	évolution sur 1 an (%)				
- Alimentaire	15.104	14.591	14.799	1.4	0.				
- Biens fabriqués	20.040	20.249	20.279	0.1	-1.				
automobiles	4.303	4.391	4.430	0.9	-4.				
équipement du logement	5.300	5.321	5.317	-0.1	2.				
textile-cuir	3.629	3.684	3.627	-1.5	-7.				
- Energie	6.629	6.745	6.722	-0.3	6.				
Total	41.873	41.667	41.883	0.5	0.				
Produits manufacturés	35.903	35.687	36.027	1.0	0.				

Source INSEE

### La production industrielle & les services



Au 1er trimestre 2013, la production manufacturière s'est repliée tandis que les services ont vu leur activité stagner. La construction poursuit sa régression, toujours pénalisée par le faible niveau de mises en chantier en 2012. Le climat des affaires reste dégradé en France, malgré des perspectives plus favorables à l'international. Les prévisionnistes font état d'un rebond de la production manufacturière au 2ème trimestre, qui aurait un effet positif dans les services. Pour autant, ces derniers seraient freinés par le manque de dynamisme de la demande intérieure. Quant à la construction, aucune amélioration n'est à prévoir aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2013. Lors du dernier trimestre, l'activité ne serait plus en recul car la reprise des mises en chantier du début d'année commencerait à porter ses fruits l'augmentation de la TVA en 2014 inciterait à des dépenses par anticipation.

Source INSEE

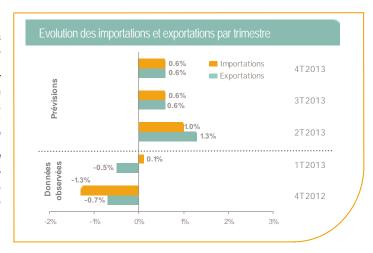
### Le solde commercial

Le manque de vigueur de la demande européenne a impacté directement l'évolution des exportations françaises au 1er trimestre 2013 (-0,5%).

Mais les prévisions des trimestres à venir laissent présager une nette amélioration, notamment sur le 2<sup>ème</sup> trimestre. En effet, le rebond prévu des importations allemandes, allié à la stabilisation de l'activité espagnole et italienne et au dynamisme de l'économie hors zone euro seraient à l'origine de cet élan.

Ainsi, les exportations progresseraient de +1,3% au  $2^{\text{ème}}$  trimestre et de +0,6% aux  $3^{\text{ème}}$  et  $4^{\text{ème}}$  trimestres 2013. Pour autant, les importations progresseraient à un niveau similaire à celui des exportations, entrainant une stagnation du solde commercial.





#### Les prévisions

Selon les prévisions de l'INSEE, le PIB français progresserait de +0,2% au  $2^{\rm ème}$  trimestre 2013, mais ce faible regain d'activité serait de courte durée car le second semestre enregistrerait une quasi stagnation de l'activité (0% au  $3^{\rm ème}$  trimestre et +0,1% au  $4^{\rm ème}$ ).

Ces éléments s'appuient sur des hypothèses, qui pourraient varier en fonction de certains aléas. Le premier concerne l'activité dans les services. Les enquêtes de conjoncture laissent présager un climat des affaires plus dégradé que ce qu'indiquent les postes de demande pris en compte dans les

prévisions. Le second aléa est lié au prix du pétrole qui pourrait croitre plus que prévu du fait d'une demande accrue au niveau mondial. Ces deux éléments auraient une influence négative sur l'activité française.

A l'inverse, l'activité dans la zone euro pourrait être plus dynamique, notamment en Italie et en Espagne. Dans ce cas, les effets se feraient ressentir sur les exportations françaises.

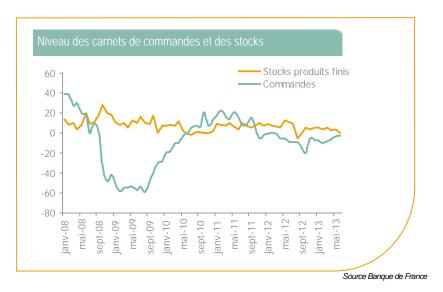
Source INSEE

# LA CONJONCTURE REGIONALE

Dans l'industrie régionale, l'activité est stable depuis plusieurs mois. La demande s'est légèrement accrue, même si les carnets de commande restent étroits. Seule l'industrie agroalimentaire affiche un recul de son activité en juin 2013. Globalement, les stocks sont normaux. Le taux d'utilisation des capacités de production diminue légèrement et demeure toujours en dessous de sa moyenne de longue période.

Dans l'ensemble, les services marchands enregistrent également une stabilité de leur activité en juin.

Le bâtiment affiche quant à lui une légère progression, porté par le second œuvre tandis que le gros œuvre poursuit sa régression. Dans les travaux publics, l'activité est en net recul.



Pays de la Loire : 1ère région en progression du PIB entre 1990 et 2008

Classement des neufs premières régions métropolitaines selon leur taux de croissance annuel moyen du PIB entre 1990 et 2008

PIB en vo	olume	Taux de croissance annuel moyen du PIB		
2008	1990	entre 1990 et 2008		
81 244	52 391	2,5		
69 770	45 780	2,4		
64 504	43 492	2,2		
50 702	34 515	2,2		
72 407	50 147	2,1		
158 408	110 456	2,0		
36 755	25 920	2,0		
476 230	339 597	1,9		
115 579	82 525	1,9		
1 611 289	1 162 293	1,8		
1 135 059	822 696	1,8		
	2008 81 244 69 770 64 504 50 702 72 407 158 408 36 755 476 230 115 579 1 611 289	81 244 52 391   69 770 45 780   64 504 43 492   50 702 34 515   72 407 50 147   158 408 110 456   36 755 25 920   476 230 339 597   115 579 82 525   1 611 289 1 162 293		

En 2011, le PIB des Pays de la Loire représente 7,2 % du PIB hors Île-de-France. La région se place ainsi au quatrième rang des régions de province concernant le niveau de son PIB et démontre le dynamisme de son économie régionale.

De plus, le PIB des Pays de la Loire progresse plus vite que celui des autres régions. Il enregistre une augmentation de 2,5% (en volume) chaque année, de 1990 à 2008 (contre 1,8% en moyenne pour la métropole).

L'évolution du PIB régional varie selon les secteurs d'activité. Dans l'industrie, la croissance de la valeur ajoutée régionale a été plus élevée qu'en France (hors Île-de-France) entre 1990 et 2008 : +2,7% par an contre +1,6%. Plus spécifiquement, la région affiche la meilleure progression annuelle dans l'industrie agroalimentaire (+3,7%) et parmi les meilleures dans les biens d'équipements (construction navale, aéronautique et équipements mécaniques) et intermédiaires. La région s'est ainsi spécialisée dans les industries créatrices de valeur ajoutée (industries agroalimentaires et des biens d'équipements), en se développant moins vers celles en difficultés (industries automobile et des biens de consommation).

Dans les services, si la part de valeur ajoutée dans la valeur ajoutée régionale a progressé constamment entre 1990 et 2008, elle demeure inférieure à celle de la France de province. Au final, le secteur produit plus de la moitié de la valeur ajoutée régionale en 2008. Plus particulièrement, les services aux entreprises ont fortement progressé : +6,5% par an dans la région contre +4,9% pour la France de province.

La spécificité industrielle de la région peut expliquer ce résultat par le recours à des prestataires de services ou l'externalisation d'une partie de l'activité des entreprises industrielles vers le secteur des services

Depuis 2008, comme partout en France, la région est affectée par le contexte de crise internationale. Entre 2008 et 2009, le PIB enregistre une baisse de 2,5 %, comparable au reste de la France de province. Tous les secteurs d'activité sont impactés.

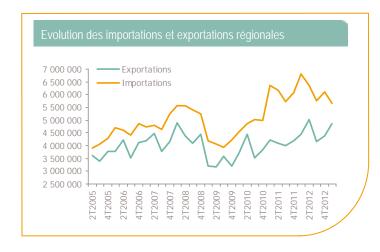
Entre 2009 et 2010, où une reprise se fait sentir, les valeurs ajoutées de l'industrie (IAA, fab. équip. électriques, informatique et autres produits industriels) et de la construction poursuivent leur diminution tandis que celle des services progresse (hors services aux entreprises).

En 2011, le PIB régional a retrouvé son niveau d'avant crise. Tous les secteurs ont vu leur valeur ajoutée progresser. L'industrie a affiché une amélioration de 2,3% (contre +1,1% pour France de province).

Cependant, avec un PIB français en stagnation sur 2012 et des prévisions négatives sur le niveau d'activité en 2013, les futurs résultats du PIB régional semblent peu prometteurs.

Source INSEE

### Le commerce extérieur



Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, le commerce extérieur régional améliore sensiblement son solde. Ce résultat est lié à une forte progression des exportations (+11,1%) associée à une baisse des importations (-7,2%).

Les exportations ont enregistré une croissance de plus de 10% au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 grâce à la livraison en mars dernier du paquebot *MSC Preziosa* par les chantiers navals STX de Saint-Nazaire.

Parallèlement, les importations affichent une baisse de -7,2%. La demande ligérienne en hydrocarbures naturels s'est fortement réduite sur le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année (-29,1%). Ce poste, qui représentait 24% des importations au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, affiche à présent un poids de 19%.

Source Ministère de l'Intérieur

# LE CHOMAGE NATIONAL

### Les Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (catégorie A)

Pour le 26ème mois consécutif, la France enregistre une augmentation du nombre de ses demandeurs d'emploi en catégorie A. Ainsi, entre mai et juin 2013, 14 900 demandeurs de plus sont comptabilisés, soit +0,5%.

Au 30 juin 2013, 3 279 400 personnes sont recensées. Sur un an, 329 600 demandeurs d'emploi supplémentaires sont comptabilisés, soit une progression de 11,2%.

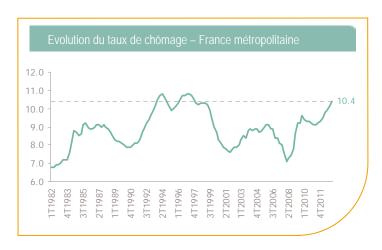
Source - Pôle emploi - DIRECCTE -DARES

Evolution mens	cualla car	mnaróo (	do la DE	EM catógor	io A (donn	12V2 2001							
L volution men.	suelle col	iliparee (		i w categor	ie A (uoiiii	ices CV3)							
	juin 2012	iuillet 2012	août 2012	septembre 2012	octobre 2012	novembre 2012	décembre 2012	ianvier 2013	février 2013	mars 2013	avril 2013	mai 2013	juin 2013
DEFM Pays de la Loire	141 893										161 235	162 159	164 15
ariation brute	2 323		835	4 650	434	349	1 437	739	1 299	4 429	3 633	924	1 996
ariation relative	1.7%	1.1%	0.6%	3.2%	0.3%	0.2%	1.0%	0.5%	0.9%	2.9%	2.3%	0.6%	1.29
EFM France	2 949 800	2 987 800	3 014 800	3 050 000	3 090 000	3 117 400	3 125 400	3 169 300	3 187 700	3 224 600	3 264 400	3 264 500	3 279 40
ariation brute	27 700	38 000	27 000	35 200	40 000	27 400	8 000	43 900	18 400	36 900	39 800	100	14 900
/ariation relative	0.9%	1.3%	0.9%	1.2%	1.3%	0.9%	0.3%	1.4%	0.6%	1.2%	1.2%	0.0%	0.5%

#### Le taux de chômage

Après avoir atteint 7,1% au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (plus faible taux de chômage depuis le début des années 1980), le taux de chômage a fortement progressé jusqu'au dernier trimestre 2009 (9,6%) pour entamer une lente décroissance jusqu'au premier semestre 2011 (9,1%). Depuis, le taux ne cesse de s'accroître.

Au 1er trimestre 2013, le taux de chômage atteint son plus haut niveau depuis 1998. Avec 10,4% affiché (10,8% avec les DOM), la progression est de 0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2012. En lien avec la conjoncture attendue sur le reste de l'année, le taux de chômage français devrait continuer de progresser pour atteindre 10,7% fin 2013 (11,1% avec les DOM).



Source INSEE

### LE CHOMAGE REGIONAL

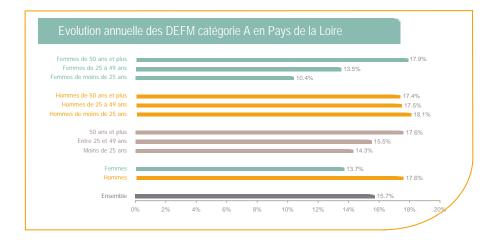
Toutes les régions de France voient leur nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmenter sur un an. En données brutes, les Pays de la Loire se positionnent au deuxième rang des régions (hors DOM) les plus contributrices à l'augmentation du chômage (catégorie A) entre juin 2012 et juin 2013.

En données CVS, 164 150 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin juin 2013 sur la région.

Sur un mois, ce nombre progresse de 1,2%, soit un résultat moins favorable qu'en France métropolitaine (+0,5%).

Sur un an, cet écart est également observé entre la région et le national puisque les Pays de la Loire affichent une augmentation de 15,7% de leur demande d'emploi quand le national enregistre une progression de 11,2%.

Pour autant, malgré les fortes augmentations enregistrées en 2009, la région est toujours bien positionnée en termes de chômage. En effet, le taux de chômage ligérien est l'un des plus faibles de France (9,1% contre 10,4% au niveau national au 1er trimestre 2013). Les Pays de la Loire se hissent ainsi au premier rang, avec l'Ile de France et la Bretagne.





Sur un an, la forte hausse des chiffres du chômage concerne aussi bien les hommes que les femmes, mais ces dernières connaissent un résultat plus favorable (+13,7%) que leurs homologues masculins (+17,6%).

Concernant l'évolution par tranche d'âge, les jeunes de moins de 25 ans affichent une augmentation annuelle de leur chômage de 14,3%.

En juin 2013, les demandeurs d'emploi (catégorie A) de 50 ans et plus enregistrent la plus forte évolution annuelle (+17,6%). Sur cette tranche d'âge, les hommes sont touchés dans les mêmes proportions que les femmes (environ 17%).

Au niveau géographique et sur un an, tous les départements affichent des évolutions orientées à la hausse. La Loire-Atlantique affiche la progression la plus « modeste » (+15,0%) suivie de près par le Maine-et-Loire (+15,3%), puis par la Sarthe (15,9%). La hausse est plus prononcée en Mayenne (+16,2%) et en Vendée (+17,4%).

En évolution mensuelle, deux groupes se distinguent: D'une part, la Sarthe, la Loire-Atlantique et le Maine-et-Loire avec des progressions entre +0,7% et +0,9%, et d'autre part, la Vendée et la Mayenne qui enregistrent des augmentations de plus de 2,5% (respectivement +2,6% et +3,0%).

Source Pôle emploi Pays de la Loire - DIRECCTE

### L'EMPLOI NATIONAL

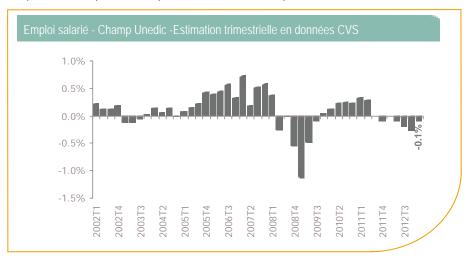
Pour le 4<sup>ème</sup> trimestre consécutif, l'emploi salarié enregistre une diminution de ses effectifs. Ainsi, au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, 21 500 destructions d'emploi sont recensées dans les secteurs marchands, soit une baisse de -0,1%.

Au 31 mars 2013, 16 446 700 salariés sont comptabilisés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage. Sur un an, 106 500 postes ont été détruits, soit -0,6%.

L'industrie accentue le rythme de ses pertes d'emploi au 1er trimestre 2013: -0,4% après -0,2% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012. 13 400 postes ont été détruits, ce qui porte le nombre de salariés à 2 976 800. Sur un an, l'industrie a perdu 31 900 emplois (soit -1,1%).

L'emploi dans la construction diminue également sur un trimestre (-4 300 postes, soit -0,3%) et sur un an (-12 600 postes, -0,9%). 1 443 100 salariés sont comptabilisés dans ce secteur.

Après deux trimestres de repli, l'emploi du secteur tertiaire stabilise ses effectifs. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, 12 019 700 salariés y sont recensés (0,0%). Sur un an cependant, les pertes d'emploi concernent 62 100 postes, soit une baisse de 0,5%.



Source Pôle emploi

### L'EMPLOI REGIONAL

Après une stabilisation de ses effectifs fin 2012, l'emploi salarié marchand non agricole des Pays de la Loire enregistre de nouveau une diminution au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. 1 000 emplois ont été détruits, soit une baisse de 0,1%. Ce résultat conduit à une évolution annuelle de -0,7%, soit plus de 6 400 postes perdus entre mars 2012 et mars 2013.

Au 31 mars 2013, 893 400 salariés sont ainsi comptabilisés (données CVS).

Par département, les destructions d'emploi du trimestre se répartissent en deux groupes: La Mayenne et la Vendée qui voient leurs effectifs progresser (respectivement +1,1% et +0,3%), et les trois autres départements qui détruisent entre 0,1% et 0,8% de leur emploi.

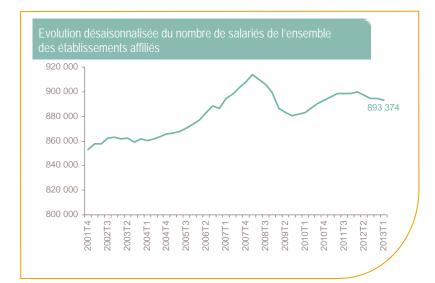
La région calque ses résultats sur ceux du national aussi bien sur l'évolution trimestrielle (-0,1%) qu'annuelle (-0,7%).

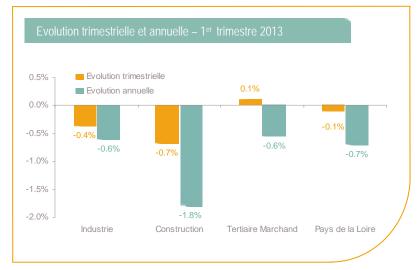
Les quatre secteurs utilisateurs ne contribuent pas tous de la même manière au résultat régional.

L'industrie affiche une nouvelle baisse d'effectif au 1er trimestre 2013 (-0,4%). De mars 2012 à mars 2013, le secteur enregistre 1 500 pertes nettes de postes, soit -0,6%.

Au 1er trimestre 2013, la construction se positionne comme le secteur le plus en difficulté et affiche une réduction de ses effectifs de -0,7%. Sur un an, les destructions de postes s'élèvent à plus de 1 700 unités, soit -1,8%.

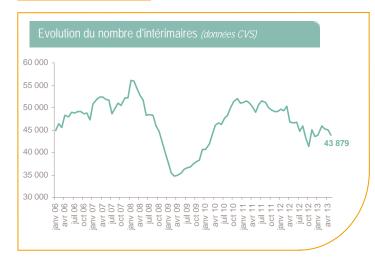
Enfin, le tertiaire voit ses effectifs progresser légèrement (+0,1%). Sur un an, le secteur enregistre une évolution négative de -0,6%, soit plus de 3 100 postes supprimés.





Source INSEE

### L'emploi intérimaire



Alors qu'un redémarrage de l'activité semblait se profiler sur le champ de l'emploi intérimaire depuis la fin de l'année 2012, le nombre de salariés repart à la baisse depuis trois mois sur la région.

En mai 2013, les Pays de la Loire enregistrent une baisse de -2,6%, soit près de 1 200 postes supprimés et accélèrent ainsi le rythme de ses destructions d'emploi. Ainsi, le nombre d'intérimaires s'établit à près de 43 900. Sur un an, près de 2 700 emplois ont été supprimés, soit une perte de -5,7%.

Les 3 grands secteurs ne participent pas de la même manière à l'évolution mensuelle. Seule la construction enregistre une hausse d'effectif en mai 2013 (+0,3%). Le tertiaire et l'industrie affichent des diminutions respectives de -3,3% et -3,5%.

En mai 2013, les Pays de la Loire sont au 3ème rang des régions ayant recours à l'intérim avec un taux de 4,9% (au même niveau que le Centre), derrière la Franche-Comté et la Haute-Normandie (avec chacune 5,0%).

Source Pôle emploi Pays de la Loire

#### www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complémen d'information

Contact : StatsPDL@pole-emploi.fr

**Directeur de publication :** Gwenaël PROUTEAU

Directeur de la rédaction : Josette BARREAUD

**Conception et réalisation :** Service Statistiques, Etudes et Evaluation – Linda LAUNAY